

le prolétaire

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL (programme communiste)

Le numéro	JUIN 1968 — 6 ^{me} ANNEE — N° 55	Le Prolétaire
0,70 F. - 70 F.B.	Abonnement de soutien 10 F. 100 F.B. Abonnement annuel 5 F. 50 F.B.	B.P. 375 - Marseille - Colbert ou B.P. 40 Paris (14 ^e) C.G.P. 2202-22 - Marseille

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI

* La revendication de la ligne qui va du Manifeste communiste à la révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste;

* La lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance;

* La tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

"LA GRANDE FORCE TRANQUILLE", formule de la défaite ouvrière LES ÉLECTIONS, enterrement de première classe de la lutte prolétarienne

Lorsque la classe ouvrière de France s'est retrouvée en grève générale sans que personne lui en ait donné le mot d'ordre, sans qu'aucun syndicat, aucun parti l'y ait encouragée, elle a eu le sentiment que rien ne résisterait à sa volonté, que c'en était enfin fini des tergiversations patronales et des refus odieux du gouvernement.

Les résultats misérables des négocia-

CAMARADES, vos syndicats préparent votre défaite !

CAMARADES, vos prétendus partis vous offrent des ÉLECTIONS non comme moyen politique d'obtenir que vos revendications soient satisfaites, mais comme un but qui devrait vous suffire

CAMARADES, attention à la manœuvre qui se prépare sous prétexte d'éviter des provocations odieuses ; sous prétexte d'épargner vos vies et d'éviter l'aggravation de votre situation matérielle déjà mauvaise comme depuis le début ont prétendu vouloir le faire non seulement la C.G.T. mais les syndicats qui poussent à la reprise et les gaullistes qui prétendent que la grève ne sert qu'à vous affa-

CAMARADES, attention à la manœuvre qui se prépare sous le prétexte que seul le remplacement du gouvernement de de Gaulle-Pompidou par celui de Mitterrand-Mendès-Waldeck-Rochet assurera la satisfaction de vos revendications, c'est - à - dire, pour être concrets, assurera par exemple aux ouvriers de Renault leurs 1.000 francs de salaire minimum, aux cheminots leurs 40 heures hebdomadaires et leur augmentation uniforme de 200 francs par mois.

CAMARADES, on vous a dit : « Notre force tranquille suffit » ; nous disons, nous, que la bourgeoisie ne cède que lorsqu'elle a peur et que la « force tranquille » l'encourage à résister : une première preuve, c'est que de Gaulle a refusé de partir.

CAMARADES, on vous a dit : « Les négociations au sommet ont peu donné, nous verrons à changer ça dans les négociations avec les patrons, corporation par corporation ». Nous disons, nous : c'est la négociation corporation par corporation qui servira à émettre la grève et à briser notre force — qui aura rai-

son tant des camarades de Renault que des camarades cheminots — qui permettra notre défaite à tous. Nous admirons les camarades de Renault et les cheminots, mais nous leur faisons remarquer qu'ils ne sont pas TOUTE la classe ouvrière de France, qu'ils ne vaincront pas TOUT SEULS ni surtout POUR NOUS TOUS.

CAMARADES, on vous dit enfin : « La question devient politique ». Nous disons, nous : tant que vous ferez confiance à un gouvernement de gauche pour satisfaire vos revendications, vous serez roulés.

La promesse d'un gouver-

nement de gauche vise uniquement à vous faire accepter l'inacceptable et à vous faire reprendre le travail sur des satisfactions-bidon !

Le gouvernement de gauche nous chantera la même chanson de l'intérêt national, de la compétitivité française dans le Marché Commun, de la nécessité de la patience et des sacrifices que le gouvernement gaulliste actuel, que tous les gouvernements de gauche passés en France et actuels dans le reste du monde !

Le gouvernement de gauche refusera de vous satisfaire et vous intimidera avec le mot de " DEMOCRATIE " et

Nous, Parti Communiste International, nous sommes une infime minorité. Nous ne prétendons à aucune influence sur l'issue de la lutte actuelle à laquelle nous avons pris part avec tout notre attachement à la cause de l'émancipation prolétarienne, tout notre enthousiasme pour une grève qui, enfin, rompt avec la consigne mortelle et défaitiste de la fragmentation et de la limitation à vingt

la réalité de la POLICE tout comme le gouvernement gaulliste.

CAMARADES, il est vrai que la question est politique. Il est vrai que tout dépend finalement de l'Etat en vigueur. Ce qu'il nous faut, c'est la DICTATURE DU PROLETARIAT, non seulement sur le grand capital, mais sur toutes ces classes moyennes qui manifestent contre nous au nom de de Gaulle ou qui voteront pour la Gauche dans l'espoir d'arranger leurs affaires sur notre dos.

Ce qu'il nous faut, c'est un Parti révolutionnaire qui luttera en union avec les ou-

viens du monde entier, et non en union avec les petits bourgeois de notre pays.

Ce qu'il nous faut, c'est un Parti qui n'ait pas peur d'effrayer la bourgeoisie, qui n'ait pas peur de donner au Syndicat une orientation unitaire, c'est-à-dire anti-corporatiste, qui n'ait pas peur de déclarer la grève générale, un Parti capable de faire la Révolution sociale quand le moment en sera venu.

Voilà la vérité !

A vous de voir.

**PARTI COMMUNISTE
INTERNATIONAL**

Que signifie au juste la campagne de la C.G.T. et du P.C.F. contre la "provocation" ?

Depuis le début des agitations étudiantes qui n'ont pas reculé devant l'emploi de la violence et même ressuscité la vieille méthode oubliée de la barricade, la C.G.T. et le P.C.F. n'ont pas cessé de mettre la classe ouvrière en garde contre la "provocation" et les "provocateurs". Leur ardeur à défendre l'ordre public a été telle qu'ils ont interdit aux ouvriers occupant les usines tout contact non seulement à l'intérieur, mais au dehors des établissements, sous le prétexte qu' " on ne savait pas où cela pouvait mener et que les ouvriers risquaient de se laisser gagner par des aventuriers " (témoignage du délégué C.F.D.T. de la SNECMA dans *Le Monde* des 26 et 27 mai).

Dans mille entreprises, les militants et les travailleurs qui s'opposaient à la façon corporative et apolitique dont la C.G.T. entendait conduire la grève ont été "dénoncés" (style policier habituel du grand "syndicat") devant leurs camarades de travail comme de "pseudo-gau-

ches", de "faux révolutionnaires" faisant le jeu de de Gaulle; il s'est même trouvé un de ces filices "ouvriers" de service, un certain Breteaux, délégué cégétiste de Renault pour reprendre publiquement cette accusation à la radio d'Etat (la radio du gaullisme qu'on prétend combattre) devant les patrons qui écoutaient, devant la petite bourgeoisie qui pense déjà que les accords de Grenelle devraient suffire aux ouvriers, bref devant tous les ennemis du prolétariat qui se préparent à dévier sur des questions électorales le profond mécontentement, combien justifié, des prolétaires.

Il est encore trop tôt pour connaître toutes les hontes de cette campagne de "résistance à la provocation", mais deux faits suffisent déjà à en donner le ton. Face à la vedette du "Mouvement du 22 mars", Cohn-Bendit, un de ces fils à papa exalté, insolent et fantaisiste qui fait entrer en fureur les bourgeois sérieux, mais dont la classe ouvrière ne peut que rire, la grande C. G. T. et le

grand P. C. F. ont perdu la tête: le jeune m'as-tu vu a eu droit à une "dénonciation" solennelle comme "anarchiste allemand" qui flattait de la plus ignoble façon à la fois l'antibochisme populaire et l'amour bourgeois de la respectabilité, mais qui faisait vraiment trop d'honneur au personnage. Chose plus grave, à Lyon, des cégétistes ont été jusqu'à livrer à la

police d'Etat (la police gaulliste !) deux "enragés" de Nanterre venus de Paris parler aux ouvriers — ô scandale ! — comme si les disciples de Marcuse, les contestataires de la "société de consommation" méritaient autre chose que le rire homérique des prolétaires qui sous-consomment grâce au ré-

(Suite en page 5)

REUNION PUBLIQUE A PARIS

*Un gouvernement "populaire"
serait le meilleur gérant du capital*

LE VENDREDI 14 JUIN, A 21 HEURES

SALLE LANCY, 10, RUE DE LANCY (X^e)

LECTEURS ET SYMPATHISANTS

SONT CORDIALEMENT INVITES A Y PARTICIPER

Puissance et limites du mouvement de grève

1936-1968 : TRENTE DEUX ANNEES DE SOUMISSION !

Neuf millions de grévistes contre deux millions seulement au plus fort de l'agitation de 1936 ! Même en faisant la part de l'augmentation du nombre des salariés depuis cette date, ces deux chiffres illustrent bien l'extension exceptionnelle du mouvement de grève actuel.

1936-1968 : trente deux ans ! Il a fallu que passent trente deux longues années pour qu'explode enfin la colère ouvrière si longtemps déviée, si longtemps comprimée. Trente deux années de soumission complète du prolétariat à la bourgeoisie, pendant lesquelles la classe ouvrière a subi alternativement la guerre impérialiste et l'exploitation capitaliste sans parvenir à esquiver un geste de révolte de portée générale ; voilà défini brutalement l'état de décomposition dans lequel se trouvait le mouvement ouvrier et dont il serait puérilement optimiste de croire que l'explosion actuelle suffira à l'arracher.

Durant toute cette période, le prolétariat n'a pu trouver la force de s'affirmer, face à la classe ennemie, avec son programme, ses revendications, ses méthodes de lutte. La crise de 1936, la bourgeoisie avait su la résorber par la manœuvre politique du gouvernement de "Front Populaire" qui, satisfaisant certaines revendications économiques de la classe ouvrière, obtint en échange son adhésion à la guerre impérialiste, seule solution bourgeoise à la crise (la guerre devait du reste balayer les avantages économiques obtenus : ne lutte-t-on pas aujourd'hui pour les 40 heures "accordées" en 1936 ?). A la suite des communistes dégénérés devenus les farouches défenseurs de la patrie, le prolétariat rejeta l'internationalisme et participa à la guerre de sa bourgeoisie, à la guerre impérialiste maquillée en croisade contre le fascisme.

Soumis à la bourgeoisie pendant la guerre il le resta la paix revenue, espérant recueillir les fruits de son sacrifice, comme on le lui avait promis.

Dans le climat d'union nationale de la Libération, il dut se contenter de voir siéger des ministres "communistes" sous la présidence de de Gaulle. Ils se chargèrent de l'exhorter à la patience : il fallait reconstruire, c'est-à-dire permettre au Capital de se reconstituer, et celui-ci ne manquerait pas de céder quelque chose ensuite.

Telle est fatalement la position de ceux qui ont renoncé à toute perspective révolutionnaire : pour eux, l'amélioration du sort des ouvriers ne peut découler que d'une expansion du Capital, c'est-à-dire d'un élargissement de l'exploitation capita-

liste qui entraîne nécessairement (mais cela, justement, ils le cachent soigneusement), crises et guerres.

L'ordre fermement établi, le cap difficile de la reconversion de l'économie de guerre franchi, la bourgeoisie se débarrassa de ses "auxiliaires" communistes", plus utiles désormais dans l'opposition purement parlementaire qu'au gouvernement. L'expansion prit son essor ; une certaine amélioration matérielle s'ensuivit par rapport à la période de pénurie de l'immédiat après-guerre, et la classe ouvrière plaça son espoir dans une victoire électorale des partis de "gauche". Toutefois, un climat de profonde instabilité politique s'installait, qui traduisait la mutation de la société française consécutive à la guerre : le colonialisme agonisait et l'impérialisme moderne prenait partout sa place ; la structure économique petite bourgeoise craquait de tous côtés et la France s'industrialisait. Le personnel politique traditionnel de l'Etat français, issu de la petite bourgeoisie, manifestant son impuissance, la grande bourgeoisie prit directement en mains les rênes du gouvernement, sous les auspices du Sauveur national de Gaulle. La crise politique ainsi surmontée et l'héritage colonial liquidé au mieux des intérêts du capitalisme français, la solution impérialiste s'imposa massivement dans tous les secteurs de la vie économique : accumulation forcée, concentration et donc transformation profonde de la structure productive, dans un climat international marqué par une concurrence de plus en plus impitoyable.

De larges fractions de la classe ouvrière furent séduites par la fable du "pouvoir personnel" : si de Gaulle peut tout en direction du pire, comme l'affirme la Gauche démocratique, pourquoi ne pourrait-il pas aussi améliorer le sort des ouvriers ? Et l'on attendait l'"année sociale". On eut le plan de stabilisation et les débuts d'une crise qui, conjuguée aux effets d'une concurrence internationale de plus en plus vive, a amené un développement important du chômage, auquel la classe ouvrière française, qui n'avait pas eu à en souffrir depuis longtemps, fut particulièrement sensible.

Sans comprendre encore que l'expansion ne pouvait conduire qu'à une crise générale, mais débarrassée par l'expérience de quelques unes de ses plus grosses illusions, la classe ouvrière passa à l'action directe, l'explosion étant amorcée par l'éclatement d'un antagonisme secondaire, de tout autre nature, la crise universitaire.

AMPLEUR ET LIMITES DU MOUVEMENT SPONTANÉ

Le mouvement de grève actuel se présente à l'origine comme une négation radicale de la tactique qu'avaient jusque là imposée les organisations syndicales à une classe ouvrière divisée, désemparée, peu sûre de sa propre force. Déclenché le 14 mai à Sud-Aviation, le mouvement s'étend spontanément, gagne presque immédiatement les secteurs essentiels de la métallurgie et des transports, prend enfin un caractère quasi-général. Les syndicats sont dépassés par une agitation qui condamne toute leur politique. Les champions du simulacre de grève, privé de tout effet puisqu'on prévient l'adversaire que l'arrêt de travail ne durera que 24 h., quel que soit le résultat obtenu, se trouvent débordés par un

mouvement qui prend d'emblée un caractère *illimité* et manifeste la volonté des ouvriers de se battre pour obtenir réellement satisfaction. Les partisans de l'agitation catégorielle se retrouvent en face d'un mouvement qui se généralise et finit par englober toutes les catégories.

Mais ce mouvement déclenché *en dehors d'eux* et dans une certaine mesure *contre eux* puisqu'il rompt avec les méthodes de lutte qu'ils préconisent en toute occasion, les syndicats ne vont pas tarder à le reprendre en mains et à le faire rentrer dans l'ornière habituelle.

C'est que, si la lame de fond gréviste a été suffisamment puissante pour imposer d'em-

blée un terrain de lutte complètement différent de celui des syndicats, elle n'a pu emporter tous les obstacles et s'est laissée canaliser. Méfiants à l'égard du syndicat *avant la grève*, la déclenchant par dessus sa tête, l'étendant de leur propre initiative, les ouvriers agissent ensuite *pendant* la grève comme s'ils trouvaient normal que les bonzes syndicaux restent malgré tout chargés de la conduire à son terme. Ce mouvement spontané qui avait porté la base ouvrière à l'avant-garde dans une grande explosion de colère semble soudain s'immobiliser pour laisser le temps à l'arrière-garde de la bureaucratie syndicale de rattraper le cortège et d'en prendre la tête.

Là se trouve la limite du mouvement qui ne trouve pas en lui-même la force d'aller jusqu'au bout de la route sur laquelle il s'est engagé. Certes, les ouvriers ont déjà remporté une magnifique victoire ; une victoire sur leur propre indécision, sur leur propre division, sur leurs propres organisations. Mais parvenus à ce résultat, ils s'arrêtent, apparemment convaincus que l'essentiel est acquis désormais, que cette victoire sur eux-mêmes et leurs syndicats est déjà la victoire sur l'ennemi de classe, sur le patron et sur l'Etat.

Leurs illusions se dissiperont par la suite ; elles permettent pour l'instant la reprise en mains syndicale. Tout d'abord, le mouvement s'amplifiant, les syndicats se gardent de l'étendre : le mot d'ordre de *grève générale* ne sera jamais lancé par les Directions nationales des syndicats et la C. G. T. précisera bien en toutes circonstances qu'elle ne l'a pas lancé. Toutefois, malgré les syndicats, le mouvement devient général ; les syndicats se refusent alors à l'unifier, s'efforçant au contraire de le cloisonner à l'extrême.

Paradoxalement, en apparence du moins, le moyen de cette reprise en mains ce sont les grévistes eux-mêmes qui l'ont offert en occupant les usines. De l'expression maladroite et incomplète d'une radicalisation du mouvement ouvrier, les syndicats ont réussi à faire une arme pour la défense de l'ordre. Que voulaient les grévistes en occupant les usines ? Obtenir d'abord que la grève soit *totale* et donc anéantir complètement les jaunes ; manifester aussi leur détermination en agissant massivement et donc éviter la dispersion qui livre chacun à ses préoccupations individuelles.

Qu'ont fait les syndicats de l'occupation des usines ? Utilisant habilement une limitation corporative du mouvement se manifestant justement par le repli sur l'entreprise, ils ont délibérément emprisonnés les ouvriers dans les usines, obtenant ainsi qu'un mouvement quasi-général reste finalement cloisonné, privé de cette direction générale dont ils ne voulaient se charger à aucun prix. Ainsi la rue demeure interdite à l'ouvrier, de même que le contact avec son camarade d'une autre corporation ou d'une autre entreprise. La force du mouvement, son cloisonnement la rendait *passive*. Le syndicat refusait de prendre en charge nettement les revendications d'ensemble qui, pourtant, se dégageaient d'elles-mêmes des multiples revendications avancées par les ouvriers dans chaque entreprise ; la bureaucratie syndicale gardait ainsi les mains libres pour la négociation au sommet et forgeait les bases d'un éventuel émiettement

de la grève. Bref, tous les efforts des syndicats ont tendu sans relâche à empêcher le vaste

mouvement de grève de prendre nettement un caractère de classe.

IMPERIALISME ET LUTTE DE CLASSE

Toutes les conditions existaient pourtant pour qu'au cours de cette crise l'affrontement direct entre l'Etat et les salariés révèle en toute clarté le caractère de classe du conflit entre le Capital et le Travail. Du côté du salariat, l'ampleur et la détermination d'un mouvement portant avant tout sur des revendications essentielles, celles qui touchent à l'augmentation du prix de la force de travail et à la réduction du temps de travail. Du côté du Capital, l'obligation vitale de résister, à cause des conditions extrêmement dures de la concurrence internationale, sur ces catégories fondamentales de l'exploitation du travail salarié.

Les temps ont bien changé depuis qu'en 1936 le dirigeant réformiste B. Frachon pouvait dire aux ouvriers « les patrons peuvent payer ! » Il s'en garde bien aujourd'hui alors que sa Centrale syndicale et son parti ont ouvertement adopté la cause de la défense de l'industrie française, c'est-à-dire de l'expansion du capital financier français.

Les "patrons" peuvent de moins en moins payer. Le capital financier français, comme force relativement autonome du capital financier international, épuise ses dernières possibilités. Il serait difficile, autrement, de comprendre pourquoi, après l'éclatement d'une telle explosion et même si elle comptait sur la faiblesse subjective du mouvement revendicatif et sur l'aide de ses auxiliaires réformistes socialistes et communistes, la bourgeoisie française a éliminé d'emblée la solution wilsonienne, c'est-à-dire la passation des pouvoirs à la gauche bourgeoise des Mendès-France et autres Mitterrand.

Opposant au mouvement spontané du prolétariat une résistance non désespérée, mais extrêmement "énergique", les dirigeants du capital financier français estiment non seulement — ce qu'ils affirment et qui est tout à fait plausible — que l'augmentation substantielle des salaires et la diminution appréciable de la durée de travail que devraient concéder un gouvernement de "gauche" se

LA "POLITISATION" DU MOUVEMENT : ELECTORALISME ET COLLABORATION DE CLASSE

La "politisation" du mouvement est apparue dès que furent connues les propositions de l'Etat et du Patronat. Les salariés rejetèrent immédiatement en bloc les concessions dérisoires qui leur étaient accordées, mais en l'absence d'un puissant parti marxiste capable de conduire leur lutte d'une façon intransigeante dans la perspective d'un combat ultérieur livré contre l'Etat bourgeois, pour la dictature du prolétariat et la destruction des rapports de production bourgeois, en l'absence donc d'un parti animé par le programme de la révolution prolétarienne, la politisation du mouvement est venue de l'extérieur.

Elle ne fut pas le fait du P. C. F. qui a bien trop peur du prolétariat en action, ni de la C. G. T., qui pendant des années n'avait cessé de mobiliser ses militants contre l'impérialisme... étranger, mais des organisations qui traduisent les intérêts des « nouvelles classes moyennes », celles qui sont liées à la grande industrialisa-

traduiraient à court terme par une situation extrêmement difficile pour les exportations françaises (inutile d'insister ici sur la liaison beaucoup plus étroite de l'économie française avec le marché européen et mondial qu'en 1936 et sur l'importance relative beaucoup plus grande du commerce extérieur), mais encore — ils ne le disent pas, mais cela est tout aussi plausible — que de telles concessions accordées par la gauche après la très longue période de rétention qu'a dû subir le prolétariat français ne pourraient être reprises au moyen d'une dévaluation, selon la méthode classique employée par Blum en 1936 et aujourd'hui en Angleterre par Wilson.

Que de telles concessions entraîneraient d'autres, génératrices d'inflation et d'"instabilité" et mèneraient l'économie française à la catastrophe, par une voie semblable à celle qu'emprunte actuellement l'Angleterre wilsonienne, cette Angleterre que de Gaulle a bien soin d'écartier du Marché commun afin de limiter les effets de sa crise.

La bourgeoisie a dû considérer que quels que soient les dommages immédiats ou à moyenne portée causés par la poursuite de la grève, ils seraient infiniment moins grands que ceux qui résulteraient dans un avenir proche d'une élévation du niveau de la conscience politique du prolétariat consécutive à une demi-victoire qui lui aurait été concédée par la "gauche".

Nous en tirons la conclusion suivante : plus le capitalisme se survit, plus il se concentre et moins il peut céder aux revendications les plus élémentaires du prolétariat. Ce que le capitalisme libéral du XIX^e siècle et, pour la France, de la première moitié du XX^e siècle pouvait "accorder" au salarié, l'Etat, administrateur collectif des grands groupes du capital financier, ne peut aujourd'hui le tolérer. C'est la raison pour laquelle un mouvement généralisé du prolétariat est potentiellement politique, même si le niveau de sa conscience politique est, au départ, extrêmement bas.

La thèse essentielle est la suivante : il n'y a pas de limite à l'augmentation du bien-être et à sa généralisation à toutes les couches de la société si l'on peut développer toutes les « virtualités de l'époque technicienne » par des réformes de structure incessantes et donc repousser toujours davantage les limites atteintes par la production. Tous les salariés y trouveront leur compte par la promotion sociale, soit interne par la qualification dans l'entreprise, soit externe par la voie royale de l'Université démocratique. Les salariés doivent donc

(Suite en page 3)

(Suite de la page 2)

« participer » à la gestion de l'entreprise et comprendre les conditions de l'élargissement de la production dictées par la concurrence, et aussi « participer » à la direction de l'Etat, grand maître de la planification démocratique, par... les élections.

Cette idéologie de collaboration de classe, développée par le P. S. U., est répandue par les dirigeants de l'U. N. E. F., c'est-à-dire chez les futurs cadres avides de profiter de la haute productivité du travail salarié, et chez les ouvriers par la C. F. D. T., syndicat jaune qui a abandonné pour être plus présentable son masque chrétien de conservatisme social déclaré.

C'est donc à l'U. N. E. F. et à la C. F. D. T. que devait revenir l'initiative de faire sortir les ouvriers dans la rue sous des mots d'ordre dont le contenu — participation et élections — est le même que celui du référendum proposé par de Gaulle.

Mais la C. G. T. et le P. C. désirant garder leur clientèle, seuls les étudiants et les salariés C. F. D. T. se rendirent au

Stade Charléty. Ainsi, alors que les ouvriers étaient restés unis dans les usines, on parvint à les diviser en utilisant leur volonté d'en sortir pour manifester.

La C.G.T. et le P.C. devaient emboîter le pas dans ce domaine, comme ils l'avaient fait ces dernières années dans le domaine " théorique " (ils ont bien fini par y venir, à la louange du progrès technique et de la planification démocratique) en appelant, eux aussi, à des manifestations séparées sous leur seule bannière.

La gauche " unie " (F.G.D.S.-P. C.) se révélait donc incapable, dans une crise de grande ampleur, d'utiliser le mouvement spontané pour faire tomber même le seul gouvernement et pour atteindre ses buts bassement électoralistes. De Gaulle n'avait plus qu'à frapper du poing sur la table pour que ces messieurs rentrent sous terre et se mettent fébrilement à préparer leur réélection, abandonnant le mouvement gréviste à lui-même face aux manœuvres multipliées d'intimidation et de division de l'Etat qui prenait alors la relève des directions syndicales.

LA VOIE DU SOCIALISME PASSE PAR LA RECONSTITUTION DU PARTI DE CLASSE INTERNATIONALE

Il est encore trop tôt pour tirer toutes les conclusions de cette crise. On peut pourtant en formuler de certaines.

Pour la bourgeoisie et surtout les classes moyennes qui allaient jusqu'à affirmer, pour mieux le démoraliser, qu'en raison du bien-être généralisé (la Sainte-Trinité frigo-télé-auto) il n'y avait plus de prolétariat. Il leur faut déchanter. Même chez les salariés on se moquait de nous lorsque nous donnions pour titre à notre journal *le Proletaire*. Le prolétariat existe et il agit, même si n'ayant pas encore retrouvé son parti de classe, il le fait à tâtons, dans des formes de lutte élémentaires.

La bourgeoisie a déjà dû abandonner son rêve de faire participer le prolétariat à sa propre exploitation, sur l'autel de la productivité et au nom de la sacro-sainte concurrence internationale : de Gaulle a retiré son référendum. C'est la coercition qui prévaudra maintenant.

Pour le prolétariat : il est impossible qu'après un tel mouvement il ne voit pas à travers l'écroulement des illusions sur la gauche unie le rôle joué dans la crise par les directions syndicales réformistes et par le P. C. F. Il est impossible que ne se détache pas une fraction qui, consciente à la fois de la force spontanée du mouvement et de la faiblesse insigne de sa direction, n'en vienne pas à cette conclusion qu'il faut abandonner le réformisme et les illusions sur le passage pacifique au socialisme pour rechercher le programme et le parti de classe.

Pour nous, Parti Communiste International, qui n'avons nullement besoin de cette crise pour nous confirmer dans notre confiance en la validité de la théorie marxiste de la lutte des classes, et notre croyance en la nécessité du parti qui rejette tout réformisme, indispensable pour vaincre même dans la seule lutte économique, ce que nous voyons dans cette crise, c'est le début de la reprise que nous attendons depuis si longtemps. Nous la saluons.

Ce que nous voyons aussi c'est, à travers des événements qui semblent aux dirigeants syndicalistes et réformistes spécifiquement français (c'est la faute à de Gaulle et à son autoritarisme ; s'il nous avait

écouté on n'en serait pas là), un nouveau signe de la maturation de la crise mondiale du mode de production capitaliste. Ces signes apparaissent de plus en plus nombreux.

Dans les pays dépendants, c'est l'éternisation de la guerre du Viet-Nam et la guerre larvée du Moyen-Orient, dans les pays capitalistes orientaux c'est l'éclosion multiple des contradictions entre l'impérialisme russe et les économies nationales des satellites (aujourd'hui la Tchécoslovaquie), dans les pays capitalistes occidentaux c'est la misère et la lutte du prolétariat noir des grandes villes américaines, la lente asphyxie de l'économie anglaise et le retour à la lutte d'un prolétariat longtemps intoxiqué par son aristocratie ouvrière.

Aujourd'hui c'est la France et déjà les bourgeoisies italienne et allemande tremblent. Toutes les contradictions s'accumulent, les crises se succèdent et se rapprochent, réunissant les conditions pour que le prolétariat mondial comprenne qu'il n'y a pas de problèmes nationaux, qu'il n'y a qu'une seule solution : la dictature internationale du prolétariat, la destruction des Etats nationaux.

C'est la seule voie du socialisme : elle passe par la reconstitution du parti international de classe.

**PROLETAIRES
DE LANGUE
ITALIENNE**

Lisez :

**il PROGRAMMA
COMUNISTA**

Journal bi-mensuel

et

SPARTACO

Bulletin de lutte

syndicale

Spécimen gratuit

et conditions

d'abonnement :

Ecrire au "Prolétaire"

Boîte Postale 375

Marseille-Colbert

LE MENSONGE DEMOCRATIQUE

Dans sa fameuse allocution du 31 mai, de Gaulle a fait, face à ses adversaires DEMOCRATES qui sont des partisans en paroles du socialisme, mais ses adversaires de fait, une démagogie typiquement DEMOCRATIQUE. Peut-être sera-t-il plus facile à certains de saisir tout le mensonge des PRINCIPES DEMOCRATIQUES lorsqu'ils sont exprimés par un de Gaulle que par un quelconque paladin de la Gauche usurpant sans scrupule la revendication prolétarienne du socialisme ? Quoi qu'il en soit, l'échappatoire qui consiste à dire que de Gaulle est un " faux " démocrate et la Gauche un courant " vraiment démocratique " ne servira ici de rien, car ce qui est en cause c'est précisément le principe majoritaire de nature telle qu'il peut servir TOUS les partis, sauf celui de la Révolution socialiste.

Face à la grève générale que l'on sait, faisant suite aux incidents de rue que l'on sait, de Gaulle (dont toute l'opposition avait déjà vendu la peau) a déclaré :

« Dans les circonstances présentes, je ne me retirerai pas. J'ai un mandat du peuple. Je le remplirai. Je dissous aujourd'hui l'Assemblée nationale... les élections législatives auront lieu dans les délais prévus par la Constitution ». Rien à redire du point de vue de la DEMOCRATIE. Entièrement à rejeter du point de vue de la lutte de classe.

Si la légitimité d'un pouvoir provient des ELECTIONS ; si le pouvoir de l'Exécutif repose sur le MANDAT DU PEUPLE, il est exact que ni les violences de rue, ni une grève revendicative, ni même une grève qui devient politique ne ruine encore par elle-même cette légitimité, n'abolit pas elle-même ce mandat : rien de tout cela ne dit en effet si la MAJORITE NUMERIQUE ABSOLUE RESTE OU NON AU GOUVERNEMENT. Refuser la démission et PROPOSER LA VERIFICATION DE LA NOUVELLE MAJORITE NUMERIQUE PAR DES ELECTIONS ANTICIPÉES est parfaitement conforme au jeu menteur et absurde qui veut que tout citoyen soit l'égal de tel autre et que le pouvoir doive être celui que la majorité — quelle que soit son orientation sociale — aura " voulu ".

Pour NIER cela, il faudrait à l'opposition affirmer que la VIOLENCE ouverte ou potentielle (une grève est une violence potentielle — une émeute une violence ouverte) peut DANS CERTAINS CAS être le véritable fondement de la LEGITIMITE. Jamais la Gauche bourgeoise ne pourra admettre une telle thèse, parce que, dans le cas d'une révolution du prolétariat, classe encore minoritaire aujourd'hui, cette thèse se retournerait contre elle ; parce que, si la Gauche admettait une telle thèse, elle devrait aussi admettre la DICTATURE DU PROLETARIAT qui sera totalement dépourvue de base

ELECTORALE ET MAJORITAIRE, tirant sa " légitimité " uniquement de la NECESSITE HISTORIQUE DU SOCIALISME et de la FORCE de la classe décidée à le réaliser, la classe des exploités et des opprimés, c'est-à-dire de ceux que pendant plus de cent ans déjà LE LEGALITARISME DEMOCRATIQUE a constamment tenus éloignés du pouvoir.

Il n'y a pas de " fausse " et de " vraie " démocratie : il n'y a qu'un SEUL MENSONGE DEMOCRATIQUE sans limite, à savoir que seul a le droit à l'obéissance et à la discipline le pouvoir LEGALEMENT ELU A LA MAJORITE DE TOUS LES CITOYENS, grands bourgeois comme prolétaires, masses fanatiquement attachées aux pires préjugés que peuvent secréter l'ignorance, la peur, l'abrutissement suscités par l'oppression sociale, l'amour de quelque pitoyable petite propriété ou simplement la corruption directe, la pure routine, les traditions, etc... ; un seul MENSONGE DEMOCRATIQUE à savoir que, QUEL QU'IL SOIT, un gouvernement ainsi constitué a le droit à l'obéissance et à la discipline, c'est-à-dire qu'on peut lui faire une opposition légale, mais non tenter de le renverser par la FORCE. C'est cette thèse que l'abjection légale du P.C.F. a soutenue CONTRE les agitations étudiantes et les audaces de l'U. N. E. F. et du S.N.E.Sup que finalement TOU-

(Suite en page 4)

Les antagonismes réconciliés dans la " cogestion "

S'il est un mythe qui a la vie dure, c'est bien celui de la réconciliation nationale, de la solidarité patriotique. Aujourd'hui, il s'exprime parfaitement dans la revendication de " cogestion ", revendication qui entre pleinement dans la vision gaulliste du " navire France " dont la bonne marche dépend de l'unité nationale.

On voudrait nous faire croire que la société n'est pas composée de classes antagonistes, mais d' " usagers " de la même " économie nationale " qui peuvent toujours s'entendre avec de la bonne volonté et ceci pour le bien commun.

La Gauche, comme de Gaulle (" participation " !) a su utiliser le mot d'ordre estudiantin de cogestion qui, dans le cadre de l'Université, n'a aucune portée sociale, pour infecter un peu plus de son réformisme le prolétariat.

La co-gestion de l'Université est avancée pour résoudre démocratiquement des problèmes d'inadaptation. Si les étudiants se sont battus, c'est précisément parce que l'enseignement dispensé ne les prépare pas à entrer dans la vie active. Ce décalage s'explique par la structure libérale de l'Université, devenue archaïque au stade actuel du développement de la société bourgeoise. La co-gestion permettra sans doute aux étudiants de faire ce que Fouchet n'avait pas su faire pour eux : créer une Université " nouvelle " aux débouchés assurés. Il va de soi qu'il y a contradiction entre cette optique nécessairement technocrate (étroitement liée à la demande de cadres spécialisés) et toute la démagogie démocratique de

l' " Université à tous ", leurre que Marx dénonçait dès 1848 en affirmant que " même si l'ouvrier possédait la culture intellectuelle, cela serait sans influence directe sur son salaire ", autrement dit qu'il resterait, justement, un ouvrier. que la division du travail continuerait de faire ses ravages et la société d'être divisée en classes privilégiées et en classes exploitées.

La co-gestion universitaire résoudre deux couples d'opposition : d'une part " autonomie-centralisation ", d'autre part " enseignants-enseignés ". L'autonomie rend possible la régionalisation des Universités (comme c'est le cas par exemple en République Fédérale Allemande), condition de l'adaptation des programmes aux débouchés locaux mais elle appelle la centralisation comme complément indispensable à la bonne marche du capital national. Pour s'en convaincre il n'est que de voir nos fervents " autonomistes " en appeler à l'intervention de l'Etat pour résoudre leurs problèmes de devenir professionnel. L'autre opposition devient tout aussi fictive dans le cadre de la co-gestion : les commissions paritaires fonctionneront avec harmonie puisque tous leurs membres participent de la même culture bourgeoise et ont des intérêts de classe convergents.

En définitive la voie unique, impérative, que suivra la cogestion fait fi des espoirs démocratiques qu'on a pu y voir : c'est dans la sélection intensifiée, l'adaptation plus stricte au capitalisme national, qu'elle est appelée à se développer.

Que les universitaires adoptent le mot d'ordre bourgeois de cogestion, il n'y a là rien qui puisse nous surprendre. Si les étudiants arrivent à rendre leurs professeurs moins ennuyeux et leur culture plus rentable, tant mieux pour eux, mais qu'ils ne viennent pas prétendre que la société tremblera sur ses bases pour si peu.

Par contre, lorsque le P.C.F. tente d'extrapoler le mot d'ordre de co-gestion à l'entreprise industrielle, nous devons le prendre au sérieux et dénoncer le caractère réactionnaire de cette revendication. Laurent Salini, l'impayable éditorialiste de l'*Humanité-Dimanche* écrit : « Et puisque M. Pompidou paraît reconnaître aux étudiants le droit de coopérer à la marche de l'Université, pourquoi ce droit serait-il nié aux ouvriers, aux paysans, aux Français pour ce qui les regarde ? » En passant nous pouvons remercier notre journaliste de sa belle franchise. Il se place sur le même terrain de principe que Pompidou : celui du " droit ". Lui qui se dit marxiste, il devrait savoir que le " droit ", bon ou mauvais, ne peut être que le produit de la classe dominante, et dans notre société, celui de la bourgeoisie. Nous pouvons donc affirmer catégoriquement que le " droit de coopérer " n'a rien de révolutionnaire. Tant que la société bourgeoise subsistera, nous n'aurons qu'un seul droit : celui d'être des esclaves salariés.

Mais si le mot d'ordre de " co-gestion ouvrière " n'est en rien révolutionnaire, il a

(Suite en page 5)

LE PROLETARIAT ET LA VIOLENCE

Si on voulait tirer une thèse de Parti des dénonciations successives lancées par le P. C. F. contre les agitations de rue qui ont été le signal de la grève générale, elle serait la suivante: la petite bourgeoisie individualiste et indisciplinée applique la violence et recourt à l'action de rue; le prolétariat conscient et organisé n'admet que l'action de masse dans l'ordre et la dignité et est ennemi des désordres qui ne peuvent que favoriser la réaction. Et si la thèse n'a jamais été formulée de façon si nette, c'est uniquement que le P. C. F. ne porte pas de « questions de théorie » dans les masses.

En tant que militants de la Révolution communiste et de la dictature du prolétariat (buts finaux du Parti de classe et non mots d'ordre immédiats du conflit actuel) nous sommes aussi éloignés du « mouvement » étudiant que de l'immobilisme du P.C.F., aussi ennemis de l'anarchisme petit bourgeois que du conservatisme ouvrier. C'est donc parfaitement dégagés de toutes les suggestions fatales du moment que nous saisissons l'occasion de rétablir la véritable doctrine marxiste sur le prolétariat et la violence, cette doctrine que les activistes de la C.G.T. et du P.C.F. tentent de ridiculiser sous le nom de « marxisme littéraire » chaque fois que l'ambiance ne leur permet pas de le dénoncer comme « provocation », mais qui, si elle est en effet consignée dans des textes que nul n'a le droit de réviser, a été confirmée dans la vie de façon éclatante.

De façon générale, c'est une pure absurdité de vouloir distinguer une classe quelconque d'une autre par la propension à la violence ou le refus d'y recourir. Toute l'histoire, aussi bien à l'époque civilisée qu'aux époques barbares, a été jalonnée d'épisodes de violence, c'est-à-dire marquée de heurts et de conflits où était employée une force matérielle aboutissant à la lésion ou la destruction physique d'individus.

Les esclaves aussi bien que les maîtres, les serfs aussi bien que les seigneurs, les petits producteurs et les prolétaires aussi bien que les grands bourgeois ont tour à tour conduit des luttes armées contre leurs ennemis de classe. Ce sont les antagonismes sociaux qui engendrent nécessairement la violence; c'est l'instinct de conservation transposé du domaine de la biologie à celui de la société, de l'individu à la classe qui pousse les groupes humains à recourir à la force aux moments cruciaux de l'histoire.

Aucune classe ne peut se caractériser par le refus de la faire, parce qu'aucune classe (au sens banal de groupe social et à plus forte raison au sens scientifique de promotrice d'un mode de production et d'une forme de société) n'a jamais accepté ni n'acceptera jamais le suicide collectif.

L'absurdité risible devient une réelle infamie lorsque la classe

à laquelle est ainsi dénié la capacité ou le besoin de recourir à la violence n'est plus quelque groupe social condamné à disparaître avec le type même de société auquel il appartenait (comme les esclaves ou les serfs du passé qui pourtant ont conduit des révoltes qui nous émeuvent encore) ou plus ou moins condamné à la mort sans phrase par le développement capitaliste moderne (comme les petits paysans parcelaires ou les artisans), mais le prolétariat moderne, c'est-à-dire la classe qui instaurera le Communisme dans le monde au terme d'une lutte très dure et très longue.

En effet, à quoi donc se heurte le prolétariat si ce n'est à la classe la plus violente de l'histoire, celle qui exerce à la fois la violence potentielle la plus étouffante, c'est-à-dire la contrainte quotidienne la plus dure sur les exploités et celle qui s'est illustrée par les massacres collectifs (guerres et contre-révolutions) les plus amples et les plus impitoyables qu'aient jamais relatés les annales de la société humaine? Placé face à cet ennemi féroce qui s'appelle la grande bourgeoisie capitaliste le prolétariat serait précisément l'unique classe de l'histoire qui REPUDIerait LA VIOLENCE et les gens qui soutiennent cela sans rougir, comme s'ils ignoraient tout de la réalité, osent encore accuser les autres de « faire de la littérature » ?

**

L'assimilation entre violence d'une part, anarchisme petit bourgeois de l'autre n'est nullement nouvelle: c'est la falsification essentielle que la social-démocratie a fait subir au marxisme et que Lénine a fustigée de façon impitoyable dans le classique *L'Etat et la Révolution*. Pour les national-communistes défenseurs de la légalité, mais assassins de révolutionnaires, il est vrai, Lénine relève du « marxisme littéraire ». Vive alors le « marxisme littéraire ». Lénine a rétabli le sens de la critique de Marx contre l'anarchisme d'une façon qui est un soufflet cuisant à notre P. C. F. d'aujourd'hui: « En réfutant les anarchistes, dit-il, (Marx) s'élevait contre le « REFUS EVENTUEL DES OUVRIERS D'EMPLOYER LES « ARMES, D'USER DE LA VIOLENCE ORGANISEE, C'EST-À-DIRE DE L'ETAT QUI « DOIT SERVIR A » BRISER « LA RESISTANCE DE LA « BOURGEOISIE » (*L'Etat et la Révolution*, Ch. IV, § 2, Polémique contre les anarchistes). Rien à voir avec la « lutte syndicale massive dans l'ordre et dans la dignité ». Lénine a donné de la nuance la plus dangereuse du social-démocratie cette définition qui convient à merveille aux canailles du P. C. F.: « Théoriquement, « on ne conteste ni que l'Etat « soit un organe de domination « de classes, ni que les antagonismes de classes soient inconciliables. Mais on perd de vue ou l'on estompe le fait

« suivant: si l'Etat est un « produit des antagonismes de « classes inconciliables, s'il est « une force placée au-dessus de « la société et qui s'en éloigne « de plus en plus, IL EST « CLAIR QUE L'AFFRANCHISSEMENT DE LA CLASSE OUVRIERE EST IMPOSSIBLE « NON SEULEMENT SANS UNE « REVOLUTION VIOLENTE, « MAIS AUSSI SANS LA SUPPRESSION DE L'APPAREIL « DU POUVOIR D'ETAT QUI A « ETE CREE PAR LA CLASSE « DOMINANTE ET DANS LE « QUEL CET ELOIGNEMENT « EST MATERIALISE » (*L'Etat et la Révolution*, Ch. I, L'Etat produit des antagonismes de classes inconciliables). Cela ne signifie pas qu'en toutes circonstances, sans tenir compte des rapports de forces réels, des possibilités réelles de développement de la lutte, le Parti de classe doit préférer la méthode de la barricade et de la violence à toute autre: cela signifie qu'en toutes circonstances, il doit donner aux masses « UNE IDEE COHERENTE ET « REVOLUTIONNAIRE DU DEVELOPPEMENT DE LA SOCIETE » (même source), au lieu de les bercer de l'illusion mortelle qu'elles pourraient s'émanciper PACIFIQUEMENT, c'est-à-dire avec l'ACCORD DEMOCRATIQUE du Capital et des classes moyennes!

Sur la question centrale de la violence, la doctrine communiste ne tolère aucune révision. Elle reste en 1968 ce qu'elle était en 1848, et même un an avant, dans ce *Catéchisme communiste* que rédigea Engels pour y rassembler les résultats INTANGIBLES DE LA CRITIQUE MARXISTE. Or voici ce qu'en réponse à la question « La suppression de la propriété privée est-elle possible par la voie pacifique? », le « Catéchisme » répond:

« Il serait à souhaiter que « cela fût POSSIBLE et les « communistes seraient certainement les derniers à s'en plaindre. Les communistes « savent trop bien que toutes « les CONSPIRATIONS secrètes « sont non seulement inutiles, « mais même nuisibles. Ils savent trop bien que les REVOLUTIONS NE SE FONT PAS « PAR ORDRE, mais qu'elles « sont partout et toujours la « conséquence nécessaire de « circonstances absolument indépendantes de la volonté et « de la direction des partis et « même des classes. MAIS ILS « VOIENT EGALEMENT QUE « LE DEVELOPPEMENT DU « PROLETARIAT SE HEURTE « DANS PRESQUE TOUS LES « PAYS CIVILISES A DES REPRESSIONS BRUTALES et « qu'ainsi tous les adversaires « des communistes travaillent « de toutes leurs forces à la « Révolution. SI LE PROLETARIAT OPPRIME EST AINSI « PUSSE A LA REVOLUTION, « nous, communistes, NOUS « DEFENDRONS PAR L'ACTION, comme maintenant par « la parole, LA CAUSE DES « PROLETAIRES » (Engels: *Catéchisme communiste*).

Ainsi parlent les révolutionnaires. Mais ceux qui, à la moindre menace de REPRESSION BRUTALE de la bourgeoisie, à la moindre velléité de REVOLTE des opprimés, crient qu'ils sont là pour SAUVER LA

Les lecteurs d'AIX-EN-PROVENCE désirant prendre contact avec nos militants et participer aux réunions hebdomadaires qu'ils organisent peuvent écrire au « Prolétaire ».

REPUBLIQUE, pour EMPECHER LA PROVOCATION, ceux-là sont des renégats infâmes du marxisme révolutionnaire, des empoisonneurs du prolétariat et la meilleure sauvegarde de l'ordre constitué de la Propriété et du Capital.

SARTRE ET DE GAULLE

Au plus fort de la « contestation » du mouvement étudiant par la C.G.T., par le P.C.F. et de la contestation de la C.G.T. et du P.C.F. par le mouvement étudiant, le sauveur philosophique de la Liberté, le peintre nauséux de la société bourgeoise décadente a jugé bon d'élever la voix pour exprimer les précieuses réflexions que l'actualité lui inspirait:

« Je ne suis plus certain qu'il « faille passer par une phase de « dictature du prolétariat, par « ce que bien souvent il s'agit « d'une dictature SUR le prolétariat ».

Où donc le théoricien borgne avait-il bien pu prendre que le prolétariat songeait à instaurer sa dictature, alors que le P.C.F. protestait de son pacifisme et de son respect de la légalité parlementaire, alors que la C. G. T. contrôlait de façon totalitaire la grève généralisée des ouvriers?

On l'ignore. Ce qu'on comprend, c'est qu'en dénonçant le jeudi 30 mai la menace d'anarchie, d'usurpation et de dictature, de Gaulle continuait le jeu des citations d'auteur: à Pompidou, Apollinaire; à nous ne savons plus quel U. D. V., la comtesse de Noailles (« nous n'aurons plus jamais notre âme de ce soir »), mais au Général, Jean-Paul Sartre, pape de la littérature engagée.

LE MENSONGE DEMOCRATIQUE

(Suite de la page 3)

TE l'opposition s'est ralliée, malgré l'apaisante observation de M. Defferre: « Le danger n'est pas révolutionnaire; il est réactionnaire ». C'est parfaitement normal: certains éléments de « gauche » ont plus ou moins flirté avec l'idée que la FORCE pouvait parfois servir les plus pures intentions démocratiques, MAIS C'EST UNIQUEMENT PARCE QU'ALORS ILS NE CRAIGNAIENT PAS LE PROLETARIAT.

Cela confirme que le « danger réactionnaire » ne vient pas uniquement de ces cohortes d'anciens combattants, de fils de famille conformistes, de petits bourgeois de toutes sortes assez stupides pour croire que M. Mitterrand, Mendès-France ou Waldeck-Rochet veulent déraciner le capitalisme et révolutionner la société, qu'il est dans la pseudo-gauche de ces bons politiciens qui S'INCLINERONT DEVANT LE VERDICT de la majorité, même s'il se vérifie (ce qui n'est pas encore exclu) que ce magma social d'adorateurs conscient du Capital reste la majorité dans le beau pays de France!

Cela confirme aussi que le « danger réactionnaire » est dans la patience sans limite de la classe ouvrière elle-même qui, bien que poussée par la contrainte d'une situation matérielle de plus en plus pénible à se dresser en fait contre l'ordre constitué, a subi sans mot dire la campagne du P. C. F. et de la C. G. T. contre la provocation, c'est-à-dire pour le respect de la légalité et accueil-

li avec joie la perspective d'élections sans voir que seul pouvait tenir pareil langage une « opposition » d'adorateurs dissimulés ou inconscients de ce même Capital!

Que les élections donnent la majorité à la Gauche, elle combattra le prolétariat, mais qu'elles donnent UNE NOUVELLE FOIS LA MAJORITE aux gaullistes, et la Gauche pleurnichera pendant sept nouvelles années sur « l'inconscience » du peuple, continuera sept nouvelles années sa très plate et très légale opposition. Or c'est PRÉCISEMENT parce que non seulement « le peuple » — c'est-à-dire tout le conglomérat des couches sociales intermédiaires entre la bourgeoisie et le prolétariat — mais même de larges couches de la classe ouvrière elle-même ne peuvent pas ne pas être INCONSCIENTS sous l'oppression capitaliste, dans le monde du besoin et de la peur, dans le monde du mensonge bourgeois, que le Parti qui milite depuis plus de cent ans pour l'émancipation sociale par le Communisme a toujours rejeté le respect de la légalité démocratique: au prolétariat révolutionnaire il suffit de réunir une FORCE suffisante dans un Parti suffisamment AGUERRI pour s'emparer du pouvoir et pour le conserver contre la réaction bourgeoise et petite bourgeoise; le prolétariat révolutionnaire refuse la légalité démocratique parce que la légalité démocratique l'oblige FAUTALEMENT à s'incliner devant les larges couches arriérées qui soutiennent la classe capitalis-

te (elle-même fortement « minoritaire »).

Mais ces couches aujourd'hui ne sont pas seulement constituées par les cohortes gaullistes qui ont manifesté pour prouver à la Gauche que le pouvoir en vigueur n'était nullement un « pouvoir personnel »; ce sont aussi celles qui suivent la Gauche elle-même et qui sont infectées de crétinisme parlementaire, à mille lieues dans leurs revendications étrequées et misérables de ce Socialisme dont elles subissent le prestige tout en l'ignorant et le haïssant dans sa formulation authentique et qui s'agitent avec pour seul résultat de rejeter vers le grand capital d'autres masses sociales que cette démagogie terrifie sans la convaincre, l'énorme masse conservatrice et couarde à laquelle tous les démocrates sans exception promettent à jamais la LIBERTE d'imposer sa loi par le vote, mais que le prolétariat, avec ou même sans « effusions de sang » pliera par la TERREUR.

QU'EST-CE QUE LE PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL ? (PROGRAMME COMMUNISTE)

Nous répondons à cette question dans une petite brochure ronéotypée qui expose brièvement les positions du Parti après avoir indiqué les grandes lignes de l'histoire du mouvement communiste.

Prix: 0 fr. 50

Commandes au « Prolétaire »

PERMANENCES A MARSEILLE

le Vendredi 14 Juin
le Jeudi 20 Juin
de 17 h. 30 à 19 h. 30
au siège du journal
7, cours d'Estienne d'Orves
(4^e étage)

LECTEURS ET SYMPATHISANTS PEUVENT Y PRENDRE CONTACT AVEC NOUS.

La campagne contre la "provocation"

gime du salariat, comme si ce n'était pas déshonorer les ouvriers devant toute la jeunesse que de se conduire en fies en leur nom comme si, enfin et surtout, ce n'était pas étouffer dans la conscience ouvrière le sentiment salutaire que le pire ennemi est l'Etat bourgeois. Tout cela, couronné par les déclarations complaisantes de Séguy sur le rôle de gardien de l'ordre de la C. G. T., explique amplement le commentaire de Pompidou aux négociations de Grenelle : « Je ne pense pas que parmi les représentants ouvriers il s'en trouve un seul pour souhaiter que le conflit social devienne vraiment grave ».

Le problème posé par cette campagne contre la provocation n'est pas un banal problème formel de "démocratie ouvrière". C'est le problème-clé de la lutte de classe d'aujourd'hui. Quel est le rôle de la C. G. T. et du P. C. F. dans le prolétariat ? Quelles sont les raisons du triste, mais large succès de leurs manœuvres ? Un article caractéristique d'un quotidien local du P. C. F., *La Marseillaise* du 27 mai, nous permettra non pas de répondre à la première question (nous y avons répondu depuis des dizaines d'années en disant : l'opportunisme est là pour conserver le capitalisme et faire obstacle à la révolution), mais d'illustrer — notre réponse.

« Qui ne voit en effet, que le soir même où de Gaulle, patétiquement, évoquait le chaos et la guerre civile, IL DEVAIT éclater quelque chose qui ressemblerait à cette guerre civile ? Cela est si évident qu'un journal aussi traditionneliste que le *Courrier de l'Ouest* pouvait écrire hier matin : « Que l'on ne s'y trompe pas : le chef de l'Etat est un calculateur. Et aussi un metteur en scène habile. Il sait admirablement dramatiser les situations. Qui sait si dans son esprit, les incidents du boulevard Saint-Michel, les émeutes de Lyon ou de Nantes ne servent pas sa cause ? (fin de citation). On peut répondre tranquillement à cette question : elles la servent puisqu'elles peuvent permettre de rallier au pouvoir en place ces couches flottantes aujourd'hui favorables aux revendications ouvrières et étudiantes, parce qu'elles représentent justement une remise en ordre dans la justice. La responsabilité du pouvoir est donc évidente, comme sa volonté de provocation délibérée est à l'origine de tels incidents. Cela il faut le dire, mais il faut aller plus loin, car si l'on pense précisément que le pouvoir gaulliste a tout intérêt à ce que de telles scènes d'émeute se renouvellent, tous ceux qui ont quelque responsabilité dans la conduite des manifestations doivent redoubler de vigilance pour éviter qu'il n'en éclate d'autres ».

Notons d'abord le renchérissement sur le "traditionnaliste" *Courrier de l'Ouest* qui se contentait d'insinuer, alors que le P. C. F. affirme, lui, carrément, que les émeutes, eh bien, elles ne pouvaient venir que des... barbouzes du gouvernement, non pour discréditer bien entendu celui-ci, mais pour embellir la société bourgeoise, cacher que la violence est le fruit spontané et fatal de toutes ses contradictions explosives.

Oeci dit, il faut tirer de ce chef-d'œuvre de littérature à la fois policière et bien pensante, les thèses qui intéressent la classe ouvrière :

1° Les manifestations violentes ne profitent qu'au gouvernement gaulliste ;

2° Elles lui profitent en privant les ouvriers et les étudiants de la sympathie des "couches flottantes" ;

3° Pour garder la sympathie des couches flottantes, il faut se limiter aux revendications qui représentant une remise en ordre dans la justice ;

4° Il faut empêcher toute tentative d'appuyer ces revendications par la violence.

Qu'un tel langage semble le comble de la sagesse à la petite bourgeoisie plus ou moins stalinienne, c'est parfaitement normal ; cette engeance maudite qui pullule en France, en particulier parmi les enseignants, hait le désordre mille fois plus que "l'injustice" et si elle souhaite que les ouvriers soient satisfaits, ce n'est pas par solidarité socialiste avec eux, mais exactement comme le C.N.P.F., par amour de la *paix sociale*.

Mais la classe ouvrière — la seule classe potentiellement révolutionnaire — comment peut-elle supporter cet alarmisme basement conformiste ? Elle le supporte parce que dans une classe opprimée, c'est forcément la peur qui domine, tant qu'elle n'est pas devenue massivement révolutionnaire : peur de la formidable machine d'Etat de la bourgeoisie, peur de tout ce monde hostile qui l'entoure, inconscience de sa force formidable et indomptable, recul instinctif des humiliés, des ignorants, des humbles devant la perspective qui leur semble tout naturellement insensée d'être appelés à diriger, eux, la société, à exercer, eux, leur dictature de classe et de parti non seulement sur la férocité bourgeoise, mais sur tous les beaux parleurs contestataires des classes moyennes qui se disent "alliés", sur toute cette racaille qui veut "participer" à la richesse bourgeoise, ne leur laissant en partage à eux, les prolétaires, que la portion congrue du salariat et l'esclavage à vie, comme l'a bien prouvé le "plébiscite" du stade Charléty pour Mendès-France, l'homme qui proclame "dépassées" la lutte de classe et même simplement revendicative.

La C. G. T. et le P. C. F. n'expriment rien d'autre que cette humilité, que ce sentiment d'insécurité des opprimés, leur tendance instinctive à chercher, pour ne pas rester seuls devant l'ennemi, des appuis parmi tous les mécontents, sans s'apercevoir que ces hypocrites alliés ne sont pas une force, qu'ils soutiennent le prolétariat comme la corde soutient le pendu, et qu'ils l'abandonneraient à peine se serait-il avisé de menacer leur ordre social et leur démocratie. Bref, la base la plus évidente du succès de la C.G.T. et du P.C.F., à la fois frontistes et ennemis de toute violence, ce sont les effets ignobles de l'oppression capitaliste : une certaine résignation sociale, l'humilité politique, l'absence de foi dans la révolution.

Mais examinons un à un les arguments-base de la campagne alarmiste contre la "provocation" :

1° Les manifestations violentes ne profitent qu'au gouvernement gaulliste. Lorsque Pompidou a commenté les négociations de Grenelle, il a dit : « Seul le caractère extrêmement sérieux de la crise a permis de faire en une seule fois des concessions aussi exceptionnelles ». Le C.N.P.F. a de son côté déclaré que son souci essentiel était la *paix sociale*. Même le flic cégétiste de chez Renault, le Breteaux plus haut cité, a reconnu dans son interview radiodiffusé qu'avec les patrons, il n'y a que le "rapport de forces" qui comptait. Une question se pose : ce "caractère extrême-

mement sérieux de la crise", ce "rapport de forces" qui a fait un peu mollir le patronat a-t-il été déterminé uniquement par la grève ? C'est se moquer des gens que de compter pour rien les barricades et les émeutes, même si elles ont été le fait d'éléments sociaux non-prolétaires et de ne pas reconnaître que tout cela a agi comme *détonateur* dans la classe ouvrière elle-même, la poussant à une grève qui n'a pas eu l'audace de se déclarer générale, mais qui l'a été en fait. Ou bien la C.G.T. et le P.C.F. considèrent-ils que cette grève elle-même a été le fruit d'une "provocation" ? Ils n'ont jamais osé l'affirmer publiquement, bien entendu, mais quel est le militant qui n'a pas entendu quelque stalinien l'insinuer en privé, quel est l'ouvrier qui n'a pas remarqué le désir cégétiste d'une reprise rapide du travail assortie d'une campagne pour le "non" au referendum, avant que ne pointe l'espoir d'une chute du gouvernement ? La vérité est que, à l'inverse exact de ce que font P.C.F. et C.G.T., le prolétariat n'a aucune concession sociale, politique ou doctrinale à faire aux mécontents de la petite bourgeoisie, mais qu'il ne peut que se réjouir lorsque, par exception, ils abandonnent leur habituelle passivité et créent à l'Etat bourgeois des difficultés qui l'affaiblissent.

2° Les ouvriers et les étudiants ne doivent pas se priver de la sympathie des couches flottantes. Ces "couches flottantes" qu'effrayent les violences, ce sont les boutiquiers et les petits patrons, les employés, les avocats, les artistes, les médecins, et étudiants les plus timorés, les ingénieurs ou les enseignants voire les curés enclins au "dialogue". Lorsque le prolétariat est sur le terrain de l'action, qu'aurait-il donc à redouter d'eux ? Rien. Ce ne sont certes pas elles qui le forceront à reprendre le travail sans avoir obtenu des satisfactions substantielles, et moins encore elles qui oseraient mettre le nez dehors en cas de troubles de rue. Faire d'elles un épouvantail est simplement ridicule, mais c'est aussi indigne si on veut insinuer qu'à leur faire trop peur on les rendrait "fascistes"

puisque le fascisme est né non pas des excès, mais de l'insuffisance révolutionnaire du prolétariat en Italie et en Allemagne. "Flottantes", ces couches le sont dans le sens où elles votent tantôt à droite, tantôt à gauche. Ce qu'on demande donc au prolétariat, c'est de se tenir tranquille pour ne pas faire perdre de voix à la coalition F.G.D.S.-P.C.F. On suggère le danger de contre-violences mystérieuses et terrifiantes, mais on n'a dans l'esprit que le poids électoral des couches moyennes. Le changement de gouvernement sur la base de la société bourgeoise que l'U.N.E.F. et autres organisations de ce genre ont voulu imposer par la force, la C.G.T. et le P.C.F. veulent l'obtenir de façon parfaitement légale. A canaille canaille et demie !

3° Il faut se limiter aux revendications qui représentent une remise en ordre dans la justice. Aucune des revendications socialistes ne peut entrer dans la notion de "justice" parce que la "justice" c'est simplement la société bourgeoise idéalisée : juste salaire, juste profit, juste hiérarchie, juste autorité étatique et tout à l'avant. Aux yeux de cette "justice" là, l'abolition du salariat, celle des classes et le dépérissement de l'Etat ne sont que pures divagations. Donc on demande au prolétariat de renier le socialisme pour ne pas déplaire à la racaille conservatrice des classes moyennes. Mais on lui demande plus encore : sur le plan de la revendication immédiate, il ne faut pas exiger d'améliorations : une remise en ordre, rien qu'une remise en ordre des salaires dépréciés, car les classes moyennes s'algriraient plus encore que la grande bourgeoisie d'améliorations mettant en cause la compétitivité française sur le Marché commun, car elles seraient bien plus touchées par une crise.

Il se peut que cela n'apparaisse pas clairement à beaucoup en raison du "durcissement" de la C. G. T. après le refus ouvrier des résultats de Grenelle. Mais lorsque la C.G.T. ordonnera la reprise du travail sur des satisfactions bidon, très peu différentes de ceux-ci ou même identiques, la classe ouvrière devra comprendre pour-

quoi : jamais la C. G. T. ni le P. C. F. n'ont cherché à la "protéger" de quelque danger que ce soit, mais uniquement à ne pas indisposer l'électorat petit-bourgeois. Tel était le fond de la campagne contre la provocation.

4° Il faut empêcher toute tentative d'appuyer les revendications des ouvriers et des étudiants par la violence. Pour les étudiants, ils n'ont pas eu besoin du P. C. F. pour s'en convaincre. Alain Geismar, secrétaire du SNESup (qui surprénaît quelque peu par l'audace avec laquelle il déclarait que jamais il ne désavouerait quiconque, étudiant ou ouvrier, descendant dans la rue et même usait de violence contre l'ordre établi) s'est vite démasqué, en parfait représentant des couches "flottantes". Tant qu'il n'y eut pas de menace de manifestations ouvrières massives il joua les révolutionnaires à la grande fureur du P. C., mais dès qu'il comprit, par les manifestations de la nuit du vendredi au samedi à Paris que la colère risquait de gagner le prolétariat, il recommanda de réserver la méthode de la manifestation à la province et de ne plus en user dans Paris ouvrier. C'est alors aussi qu'il déclara son appartenance au P. S. U. et qu'on comprit que tout ce grand radicalisme n'avait pour but que de favoriser la relève du gaullisme par Mendès-France. Cela éclaira d'un jour nouveau la campagne de la C. G. T. et du P. C. F. contre la "provocation" ; non seulement il s'agissait de soumettre le prolétariat à la petite bourgeoisie en le contenant, mais il s'agissait aussi de ne pas permettre aux "couches flottantes" de choisir une solution de rechange du type Mendès plutôt que du type Mitterrand-P. C. F.

La seule "provocation" que, cette fois encore, C. G. T. et P. C. F. auront réussi à écarter pour préserver la mortelle alliance à vie qu'ils ont conclue avec la petite bourgeoisie anti-prolétarienne et anti-socialiste, c'est la "provocation" de la lutte de classe, la "provocation" intolérable mais impossible à réprimer, que constituerait pour l'ordre bourgeois un prolétariat enfin libéré des vaines terreurs, enfin décidé à user dans son propre intérêt révolutionnaire de son invincible force de classe, reprenant enfin sa fière lutte pour le socialisme.

Les antagonismes reconciliés dans la "cogestion"

(Suite de la page 3)

peut-être un contenu "réaliste" au sens bourgeois du terme. Qu'en est-il en réalité ? Ce mot d'ordre voudrait faire croire que l'antagonisme entre exploités et exploités est du même type que les "conflits" entre enseignants et enseignés, c'est-à-dire qu'il peut se résoudre juridiquement sans sortir du cadre capitaliste.

Au fond, c'est bien ce que pensent, non seulement de Gaulle, mais tous les timides réformateurs, tous les politiciens démagogues de la Gauche, P.C.F. compris. Tous sont partisans de l'expansion, tous sont de farouches défenseurs de l'économie nationale. De Gaulle défend la démocratie, la Gauche veut la démocratie véritable ; de Gaulle veut faire "participer" la classe ouvrière "aux

fruits de l'expansion", la Gauche, elle, réclamera la "participation véritable".

Mais à quoi faut-il "participer", que faut-il gérer ? Les entreprises existantes ne se contentent pas de fabriquer d'innocentes marchandises pour satisfaire les besoins de la population, elles fabriquent du profit, du capital. Ce capital est réinvesti de manière à obtenir plus encore de profit, plus encore de capital. Contrairement à ce qu'affirme la propagande imbécile de la Gauche insistant sur ce que le bourgeois *empoche*, c'est cela que font le patronat et l'Etat capitalistes, parce qu'ils y sont obligés par la concurrence. Sous peine de faillite, l'entreprise doit investir toujours davantage et pour ce faire obtenir toujours plus de profit.

Comment ? En exploitant la classe ouvrière, en comprimant son salaire, en augmentant les cadences du travail, en s'opposant à toute diminution de la durée du travail. Cela, c'est la loi du capitalisme. Qu'y changerait la "co-gestion" de l'entreprise ? Rien ! L'accumulation du capital, ce n'est pas une

fantaisie du capitaliste, une simple manifestation de son avidité, mais une nécessité inéluctable tant que le mode de production capitaliste reste en vigueur. Dans l'entreprise "cogérée", le patron ou le directeur auraient beau jeu de le prouver aux délégués du personnel : Vous voulez augmenter les salaires ? Fort bien, mais il faut alors travailler dur, il faut faire en sorte que l'entreprise soit compétitive sur le marché et fasse de bonnes affaires ; vous en aurez votre part.

La co-gestion c'est cela et rien d'autre ; c'est la section syndicale d'entreprise, promu au rang d'institution et jouant son rôle d'intermédiaire entre la Direction et les ouvriers ; c'est le syndicat chargé de défendre les intérêts de l'entreprise auprès des ouvriers en échange de quelques miettes. La co-gestion de l'entreprise, c'est le corporatisme fasciste !

Défendre la co-gestion universitaire, c'est donc défendre la division du travail ; prôner la co-gestion ouvrière, c'est donc prôner la collaboration de classe.

Directeur - Gérant
F. GAMBINI
B. P. 375 Marseille-Celburt

IMPRIMERIE « LINO - IMP. »
3 et 5 boulevard Desplaces
M A N S E I L L E (X^{ème})

Distribué par les N.M.P.F.

LES ACCORDS DE GRENELLE

Voici le tableau éloquent des résultats d'une semaine de grève que les syndicats domestiqués présentaient comme des concessions substantielles avant que les ouvriers les repoussent :

Anciens Salaires	Salariés concernés en % de l'ensemble	Augmentations mensuelles moyennes
380 fr. SMIG	1,66 %	140 fr.
380 fr. à 490 fr.	6,5 %	140 fr. à 32 fr.
490 fr. à 590 fr.	8,9 %	32 fr. à 38 fr.
590 fr. à 785 fr.	20,1 %	38 fr. à 51 fr.
785 fr. à 980 fr.	18,7 %	51 fr. à 63 fr.
980 fr. à 1470 fr.	23,3 %	63 fr. à 96 fr.

LES SALAIRES

1° Pour les « smigards », l'augmentation a été montée en épingle : 35 %, soit 110 à 150 francs. Le malheur est que les « smigards » ne constituent guère que 1,6 % des salariés, soit environ 300.000 hommes. Il faut noter en outre qu'il s'agit de salariés des petites entreprises que la concentration en cours voue soit au chômage soit au travail noir.

2° Pour la masse des salariés, soit 71 %, c'est-à-dire presque 13 millions d'hommes, l'augmentation mensuelle à la fin de 1968 ira de 32 francs à 96 francs grand maximum, après " ratisage " de celles qui avaient été obtenues antérieurement pour cette même année et que nous évaluons en moyenne à 3,5 % (Exemple : Fonction publique : 4,5 % ; R.A.T.P. : 4,7 ; E.D.G.F. : 5,9 ; Charbonnages : 3,1). Ce n'était pas une concession, mais une aumône ! En pour-

suivant la grève, le gros des salariés a voulu rejeter cette aumône et il a eu raison.

Une comparaison avec les revendications antérieures les plus énergiques éclaire d'ailleurs de plus près les raisons de ce refus qui a surpris et déçu non seulement le gouvernement du patronat, mais les syndicats eux-mêmes : chez Renault, les ouvriers n'acceptaient pas de salaire mensuel inférieur à 1.000 fr. A la S.N.C.F., les cheminots réclamaient une augmentation uniforme de 200 fr. : dans les deux cas, on est très loin du compte.

LA HIERARCHISATION DE L'AUGMENTATION

La belle revendication des cheminots, pure du souci de respecter la hiérarchie des salaires, puissant moyen de division entre les ouvriers, met en pleine lumière une autre honte des accords de Grenelle : en fixant un POURCENTAGE D'AUGMENTATION SUR LES SALAIRES EXIS-

TANTS, ils devaient avoir pour effet : 1° de diminuer la masse globale de l'augmentation et donc le sacrifice patronal ; 2° de favoriser non pas les catégories les plus mal payées, mais au contraire l'aristocratie ouvrière, contrairement à ce qu'exigerait la solidarité socialiste de classe et même simplement l'instinct le plus élémentaire. La chose vaut aussi bien pour le secteur privé que pour la Fonction publique, au sein de laquelle il est probable que les éléments les plus éloignés de la production et jouissant donc des conditions de vie les moins pénibles obtiendront la part du lion.

L'INDEMNISATION DES JOURS DE GREVE

Les ouvriers étaient particulièrement attachés à cette revendication comme la violence des sifflets qui ont empêché M. Ségué d'achever d'énoncer les résultats de Grenelle sur ce point épineux en témoigne. Cela s'explique par la longueur exceptionnelle de la grève qui, le lundi 27, durait depuis déjà une semaine par la faute de la mollesse syndicale et qui en sera au début de sa troisième semaine quand ce journal sortira. Elle signifie si peu que les ouvriers ne soient pas disposés à des sacrifices financiers pourvu de tenir tête au Patronat qu'aujourd'hui, dix jours après, ils résistent toujours.

Jamais une classe révolu-

tionnaire ne subordonnera sa lutte à la considération des " frais " que cela lui occasionne, mais il est néanmoins utile de noter que pour toutes les catégories gagnant plus de 490 fr. par mois, le temps nécessaire pour rattraper la perte de salaire résultant de la grève, c'est-à-dire le temps pendant lequel l'augmentation obtenue sera annulée, sera de 7 mois 3 semaines ! Autre aspect de la " victoire " soi-disant remportée, et non des moindres.

LA REDUCTION DE LA DUREE DU TRAVAIL

De tout temps, cette revendication a eu un caractère nettement socialiste du fait qu'elle visait à restituer à l'esclave salarié une partie du temps pendant lequel il appartient corps et âme au Capital, de façon directe ou indirecte, c'est-à-dire à adoucir cet esclavage que l'augmentation du salaire par elle-même n'entame en aucune façon, faisant dans le meilleur des cas de l'esclave un esclave prospère.

En temps de chômage cette revendication est en outre le meilleur moyen d'unir ceux que le Capital tend à diviser, c'est-à-dire les salariés employés d'une part et ceux qui sont jetés hors de la production ou menacés de l'être.

Or, c'est sur ce point capital que les accords ont encore été le plus stériles, puisque le protocole "prévoyait" simplement une réduction d'une heure de la durée hebdomadaire légale et deux heures de sa durée réelle

(dont le maximum est aujourd'hui fixé à 54 heures), non pas immédiatement mais d'ici 1970 ! Encore cette réduction " prévue " ne devrait-elle être appliquée " progressivement " que par branches d'industrie et même par entreprises — c'est-à-dire en fonction des besoins des employeurs en chair taillable et corvéable. La trahison syndicale alla même jusqu'à admettre que la réduction du temps de travail puisse se faire " sous d'autres formes que la réduction des horaires ", formule sibylline qui ne cache pas la liquidation pure et simple de la revendication et son remplacement par celle de l'augmentation du nombre des heures de travail payées comme heures supplémentaires pour une journée donnée !

LA DEFENSE DES

" LIBERTES SYNDICALES "

Les " victoires " que les centrales syndicales se sont plu à monter en épingle dans ce domaine ont pu toucher les travailleurs qui se trouvent sans défense contre le patronat soit dans certaines petites entreprises où ils sont trop peu pour une résistance efficace, soit dans certaines très grandes entreprises au contraire où se pratique un paternalisme à l'américaine aux yeux duquel " syndicalisme " sonne comme " subversion " L'instinct ouvrier se trouve pourtant en défaut sur ce point précis, car ces prétendues " conquêtes " ne peuvent être détachées de tout le contexte présent dans lequel bien loin d'assurer la défense des ouvriers contre les entrepreneurs, les syndicats servent de puissant moyen de contrôle du Patronat et de l'Etat sur le prolétariat dont ils soumettent les revendications au respect de l'intérêt national et les mouvements au respect de l'ordre public.

C'est si vrai que les délégués syndicaux de toute obédience revendiquent rien moins que le paiement d'un " congé-éducation ", c'est-à-dire sont prêts à se transformer en purs et simples fonctionnaires rétribués. C'est si vrai que la revendication de la prétendue liberté syndicale s'accompagne toujours de celle de la généralisation obligatoire des Comités d'entreprise, organes de collaboration de classe ouverts. C'est si vrai qu'au plus fort de la grève, la C.G.T. et Pompidou se sont rencontrés pour " régler leur contentieux ", c'est-à-dire la question de l'augmentation des sommes qu'elle revendique de l'Etat sous couvert de " formation syndicale et sociale ", mais que celui-ci n'accorde évidemment que pour corrompre les organisations ouvrières.

Bref, les syndicats domestiqués pour couvrir leur complicité totale avec l'ordre constitué, n'ont pas hésité à présenter aux travailleurs comme un accroissement de la liberté syndicale à laquelle la classe ouvrière est légitimement attachée une réforme bourgeoise destinée à assujettir de façon plus générale et plus sûre les exploités aux intérêts généraux du Capital.

Tel est le digne couronnement de toute l'œuvre

La contestation, antithèse de la Révolution

La grande formule de l'agitation actuelle, le mot d'ordre universel de l'heure, c'est la formule et le mot d'ordre de CONTESTATION. " Contester ", c'est nier la réalité d'un fait, c'est refuser à ce qui est le droit à l'existence. Cela semble terriblement audacieux à la foule de ceux que l'ordre bourgeois en vigueur écrase et plie, et en réalité, c'est l'attitude de l'idéalisme réformateur. Cela semble terriblement dangereux aux conformistes les plus bornés et, en réalité, cela débouche sur le plus plat électoralisme, sur la réforme la plus étriquée, sur le front unique le plus monolithique contre le communisme prolétarien.

Les preuves ? Le héros de la contestation, Cohn-Bendit, est en politique, tout comme la " canaille stalinienne " qu'il dénonce, prosaïque partisan de M. Mitterand. " Mitterand peut servir " : en réalité, c'est la contestation qui sert la Gauche petite bourgeoise senné et vidée, traînant à sa remorque le parti du communisme domestiqué. La " contestation " croit faire sauter les bornes misérables dans lesquelles les vieux partis tentent depuis toujours d'enfermer la transformation sociale nécessaire, parce qu'elle croit avoir un contenu infiniment plus vaste que leurs programmes qui ne satisfont pas les jeunes contestataires : elle ne fera rien sauter parce qu'elle déborde ceux-ci uniquement par la phrase, parce qu'elle est seulement le vertige et l'ivresse dont les jeunes nimbent le vieux réformisme philistin des pers.

Comme tout vertige et toute ivresse, elle ne changera rien : elle retombera seulement tôt ou tard de tout son haut dans la trivialité de leurs campagnes électorales menteuses et de leurs

réformes poussives.

Les preuves ? La vieille S.F.I.O. pilier reconnu de la conservation bourgeoise, laissée pour compte des réformistes du P.S.U. lui-même — la vieille S.F.I.O. ne frémit pas d'horreur, mais de joie devant l'explosion juvénile de la contestation. L'Eglise, autre pilier reconnu de la société capitaliste — l'Eglise, c'est-à-dire l'abjection de l'obéissance et de la résignation sociales faites religion — l'Eglise elle-même n'appelle pas sur la " contestation " la malédiction de Dieu, mais sa bienveillance maternelle.

Ecoute Defferre, cette vieille canaille parlementaire, jeunesse contestataire, et rougis de toi-même, car il te dit ce que tu es réellement :

« Tout comme le surréalisme fit peur au bourgeois de l'époque, et le mouvement de Nanterre et de la Sorbonne effraya. Ces jeunes ne sont (pourant) pas de véritables révolutionnaires, sinon il eût suffi de 4 à 5.000 d'entre eux pour prendre Matignon, l'Elysée, l'O. R. T. F. Ils ne l'ont pas fait et je crains (!) qu'il ne soit trop tard pour qu'ils le fassent. Ce que veulent les jeunes, c'est réussir à s'exprimer librement. Leur délire verbal ne doit pas être jugé sévèrement. Certes, les étudiants éprouvent de la méfiance à l'égard des partis et des hommes en place, mais ils doivent comprendre que les partis sont les garants de la démocratie et de la liberté d'expression et il faut les aider à le comprendre. L'issue, pour eux, est d'entrer dans les partis politiques et de les animer. »

C'est bien dit : la contestation n'est que le surréalisme de la réforme. La contestation ne

définit pas un Parti au-dessus de tous ces partis que l'Histoire (plus que le gaullisme !) a mis au rancart, mais la source d'où leur viendra à tous un regain momentané de vie. Le mouvement étudiant ne donne pas au prolétariat le Parti qui lui manquait, il s'appête à fournir des forces vives à tous les partis qui trahissent la classe révolutionnaire. C'est tout.

Ecoute maintenant les curés, jeunesse contestataire, et humilie-toi, car leur langage est le même que le tien :

« C'est toute une conception paternaliste et autoritaire de la politique, de l'économie et de l'université qui est remise en cause. Aussi, devant la crise présente et quelles que soient les issues politiques provisoires trouvées demain, nous déclarons sans ambiguïté que nous nous voulons pleinement solidaires de la contestation d'un monde où l'homme est sacrifié au profit et à l'argent dans un système capitaliste. Cette contestation n'est pas une demande de réformes apaisantes, mais la remise en cause radicale d'une manière de vivre entre les hommes ». (Déclaration de soixante dix prêtres " exerçant leur ministère dans les quartiers de banlieue de Paris " publiée dans l'Aurore des 25 et 26 mai 1968).

C'est bien dit également. Ce ne sont pas les curés qui se rallient à la révolution contre le Capital, bien sûr ! C'est la contestation elle-même qui est définie pour ce qu'elle est : la ferveur religieuse pour la réforme, l'au-delà irréel de la grande misère de la complète impuissance de la réforme.

Le communisme révolutionnaire ne " conteste " pas les

effets sinistres de la société bourgeoise ; il montre que ces effets sont inévitables, irréformables et c'est pourquoi il veut détruire cette société. La jeunesse sans emploi, la dictature des mandarins dans l'Université et celle de la maîtrise productiviste dans les entreprises, la démocratie masquant la dictature du capital, la mobilisation prolétarienne la plus élémentaire de toutes les forces de défense de la Nation, de la compétitivité française, de la prospérité dans l'ordre et sur le dos des producteurs, toutes ces laideurs, ces tares, ces injustices, ces hypocrisies sont les effets INCONTESABLES de la société capitaliste.

Cette société, on n'a pas à lui CONTESTER LE DROIT A L'EXISTENCE : on a à la détruire RELLEMENT. La voie de cette destruction n'est pas le verbalisme contestataire : c'est la lutte prolétarienne JUSQU'AU BOUT. Jusqu'à la rupture avec toute ILLUSION de réforme — jusqu'à la dénonciation de toute ALLIANCE DEMOCRATIQUE avec les mécontents de la petite bourgeoisie — jusqu'au renversement de la domination bourgeoise — jusqu'à la DICTATURE DU PROLETARIAT.

Tant que ne s'affirmera pas dans la société un courant tendant vers ces buts, tant que ne se constituera pas un Parti capable de les atteindre, la société bourgeoise pourra imposer autant qu'elle voudra son droit à l'existence.

Le seul droit réel, c'est la Force. Les véritables ennemis du Capital ne CONTESTENT rien. Ils travaillent à détruire cette FORCE-LA, c'est-à-dire à ressusciter le véritable Parti Communiste international de la classe ouvrière.